

La rentrée qui se profile oblige à la préparation des nouveaux cours des nouveaux programmes de lycée, en histoire comme en géographie. Si l'on prend la période étudiée désormais en classe de Première, elle couvre le gros siècle qui va de 1789 à 1923, et ce n'est pas forcément une mauvaise idée au regard de ce dont il est porteur et, en partie, accoucheur : après tout, ne sommes-nous pas les héritiers, parfois infidèles et critiques, de cette période et de ses confrontations, idéologiques comme spirituelles, mais aussi économiques et sociales, voire environnementales ?

La lecture des programmes officiels et celle, conjointe, des manuels scolaires, est aussi fort révélatrice de l'idéologie dominante et des préoccupations de la République éducatrice, qui ne laisserait à personne d'autre le soin de choisir les intitulés de ces programmes destinés à s'appliquer, en bonne République « une et indivisible », à tous les coins du territoire métropolitain comme de l'Outre-Mer. Du coup, c'est **une histoire qui oublie**, « opportunément » et dans la droite ligne de la « jacobinisation » de la nation, **les « petites patries »**, **au risque d'échouer à l'enracinement des élèves** (en particulier ceux venus d'ailleurs ou d'autres traditions d'origine étrangère) **dans une France concrète et vivante**

. De plus, cette histoire nationale « globale » apparaît parfois peu accordée aux lieux particuliers où elle est enseignée, de la Bretagne à l'Alsace, de la Provence à l'Artois. Un collègue la définissait comme une « histoire parisienne » et, comme d'autres (et comme moi-même), s'en inquiétait, comme d'une source supplémentaire de déracinement et d'inculture.

